



SOMMAIRE

	<i>Pages</i>
Point 23 de l'ordre du jour :	
Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux : rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (<i>suite</i>)	1281
Appel adressé au Gouvernement éthiopien (<i>suite</i>)	1295

Président : M. Abdelaziz BOUTEFLIKA
(Algérie).

POINT 23 DE L'ORDRE DU JOUR

Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux : rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (*suite)**

1. Le PRÉSIDENT : Les membres de l'Assemblée se souviendront que l'Assemblée générale a décidé d'examiner le point relatif à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux en séance plénière, de manière à pouvoir traiter de la question de l'application de la Déclaration d'un point de vue général. Tous les chapitres du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux concernant des territoires particuliers ont été renvoyés à la Quatrième Commission. Les représentants qui souhaitent faire des observations sur des territoires particuliers auront donc l'occasion de le faire à une date ultérieure, lorsque l'Assemblée examinera les rapports de la Quatrième Commission relatifs à ces territoires. L'Assemblée se contentera donc d'examiner le point 23 de l'ordre du jour d'un point de vue général.

2. M. ARTEAGA ACOSTA (Venezuela) [Rapporteur du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux] (*interprétation de l'espagnol*) : J'ai l'honneur de présenter à l'Assemblée générale le rapport du Comité spécial sur ses travaux pendant l'année 1974 [A/9623/Rev.1]. Le rapport, qui a trait au point 23 de l'ordre du jour, est présenté en vertu du paragraphe 11 de la résolution 3163 (XXVIII) du 14 décembre 1973, où l'Assemblée générale prie le Comité

spécial "de continuer à rechercher des moyens appropriés d'assurer l'application immédiate et intégrale des résolutions 1514 (XV) et 2621 (XXV) de l'Assemblée générale dans tous les territoires qui n'ont pas encore accédé à l'indépendance et, en particulier, de formuler des propositions précises pour l'élimination des manifestations persistantes du colonialisme...".

3. Le rapport complet du Comité spécial apparaît dans les documents A/9623/Rev.1. Un résumé de l'examen effectué par le Comité à propos des situations individuelles de chacun des territoires fait l'objet des chapitres VII à XXVIII, de ce document. Un résumé relatif à l'examen des autres questions spécifiques auxquelles se réfèrent les résolutions de l'Assemblée générale apparaît, dans les chapitres restants du présent rapport.

4. Le travail du Comité spécial a pris un retard considérable cette année, en grande partie à la suite de la nécessité de garder constamment en observation une série d'événements qui ont eu lieu dans les territoires coloniaux de l'Afrique australe, ce qui est expliqué dans le chapitre pertinent du rapport du Comité. Un autre élément, qui a également contribué à ce retard, a été l'examen poussé effectué par le Comité, de certains des petits territoires. En outre, l'envoi de trois missions de visite séparées entre fin juillet et début septembre, s'est traduit par une augmentation considérable des dimensions et de la complexité des travaux du Comité vers la fin de l'année.

5. En dépit de tout cela, le Comité, grâce à un programme chargé de réunions et en poursuivant des consultations officielles extensives entre les membres, a pu procéder à un examen satisfaisant de la plus grande partie des points de son ordre du jour et formuler des recommandations à leur propos.

6. Au cours de ses travaux cette année, le Comité spécial, tenant compte tout spécialement des instructions spécifiques que l'Assemblée générale lui avait données dans la résolution 3163 (XXVIII), a passé en revue l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux [résolution 1514 (XV)] et du programme d'action, ainsi que les diverses résolutions des Nations Unies ayant trait aux territoires coloniaux et, à la lumière des événements, a élaboré des recommandations que les Etats ainsi que les organes compétents des Nations Unies, les institutions spécialisées et autres organismes associés à l'Organisation devraient mettre en œuvre, afin d'accélérer le processus de décolonisation et le progrès politique, économique, social et scolaire des peuples intéressés.

7. Le Comité a reçu, une fois de plus, des renseignements de valeur sur les divers territoires de la part des représentants des mouvements de libération nationale respectifs qui ont participé activement, en qualité d'observateurs, aux délibérations concernant

* Reprise des débats de la 2254^e séance.

leurs pays. D'autre part, le Comité a tenu compte des déclarations émises au cours des réunions spéciales du mois de mai à propos de la Semaine de solidarité avec les peuples coloniaux de l'Afrique australe qui luttent pour la liberté, l'indépendance et l'égalité de droits.

8. En s'acquittant du mandat que lui avait confié l'Assemblée générale, le Comité, à la lumière des événements importants et connexes intervenus au cours de cette année, a procédé à un examen intensif de la question des territoires sous domination portugaise, ainsi que des questions ayant trait à la Rhodésie du Sud et à la Namibie. Le Comité a poursuivi également, conformément à la résolution 3117 (XXVIII) de l'Assemblée générale, son étude des activités des intérêts étrangers économiques et autres qui font obstacle aux efforts tendant à l'application de la Déclaration en Rhodésie du Sud, en Namibie et dans les territoires sous domination portugaise et dans les autres territoires sous domination coloniale.

9. En outre, compte tenu des dispositions pertinentes des résolutions 3163 (XXVIII) et 3156 (XXVIII) de l'Assemblée générale, le Comité a continué à examiner les activités militaires des puissances coloniales dans les territoires placés sous leur administration, qui empêchent l'application de la Déclaration et qui sont incompatibles avec les dispositions des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale.

10. Selon les dispositions de la résolution 3113 (XXVIII), le Comité a également poursuivi l'examen de l'application de la Déclaration par les institutions spécialisées et les institutions internationales associées avec les Nations Unies, et, cette année encore, il a procédé à des consultations en la matière avec les représentants des différentes institutions.

11. Sur l'invitation des puissances administrantes respectives, le Comité a envoyé des missions de visite aux îles des Cocos (Keeling), sous administration australienne, aux îles Gilbert et Ellice, sous administration du Royaume-Uni, et à Nioué, sous administration de la Nouvelle-Zélande. La mission spéciale qui s'est rendue à Nioué a observé l'acte d'autodétermination du peuple de l'île. A cet égard, il est utile de souligner que, sur la base des travaux de la mission, le Comité a conclu qu'à la suite de cet acte d'autodétermination, le peuple de Nioué avait exprimé librement ses souhaits et avait exercé son droit à l'autodétermination, conformément aux principes de la Charte et de la Déclaration.

12. Tenant compte de la demande que l'Assemblée générale a adressée au Secrétaire général, à savoir qu'il fallait continuer à adopter des mesures concrètes pour appliquer ses décisions antérieures en la matière, le Comité spécial a examiné une fois encore la question de la publicité qu'il faut accorder aux travaux des Nations Unies dans le domaine de la décolonisation. Le Comité a procédé, au cours de cette année, à des consultations avec des organisations non gouvernementales et a participé à différentes conférences et réunions internationales, patronnées par ces organisations.

13. Ainsi qu'on notera dans le rapport, le Comité a également consacré une attention considérable à la décolonisation des petits territoires et s'est livré à un échange d'opinions; il a approuvé une série de

recommandations concrètes concernant chacun de ces territoires. Enfin, le Comité s'est acquitté d'une série de tâches spécifiques que l'Assemblée générale lui avait confiées dans diverses résolutions, ainsi que d'autres tâches qui lui avaient été confiées dans des décisions antérieures.

14. Plusieurs chapitres du rapport du Comité spécial ayant trait à des questions spécifiques ont été soumis à l'examen de la Quatrième Commission, car ils se rapportaient à des points que l'Assemblée générale lui avait renvoyés pour examen. Les recommandations de la Quatrième Commission sur ces questions seront présentées sous peu à l'Assemblée.

15. Au nom du Comité spécial, je tiens à exprimer l'espoir de voir l'Assemblée accorder la considération voulue aux diverses recommandations qui figurent dans les parties pertinentes du rapport du Comité, et en particulier que les propositions de la section P du chapitre I, intitulées "Travaux futurs", soient approuvées par l'Assemblée, ce qui permettrait au Comité de s'acquitter des tâches qui lui ont été fixées pour 1975.

16. Le Comité spécial recommande dans cette section que l'Assemblée générale exhorte une fois encore les puissances administrantes intéressées à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour appliquer la Déclaration et les résolutions pertinentes des Nations Unies. A cet égard, le Comité spécial, à la lumière des résultats fructueux obtenus à la suite de la participation active à ses travaux de certaines des puissances administrantes, recommande que l'Assemblée générale demande une fois encore aux puissances administrantes intéressées de participer activement à ces travaux, chaque fois qu'il s'agit de territoires relevant de leur administration respective. Ayant présente à l'esprit l'affirmation de l'Assemblée générale selon laquelle l'association directe des territoires non autonomes aux travaux des Nations Unies et des institutions spécialisées constitue un moyen efficace de promouvoir le progrès des peuples de ces territoires vers une situation d'égalité avec les Etats Membres des Nations Unies, le Comité spécial recommande également que l'Assemblée invite les puissances administrantes à permettre que des représentants des territoires intéressés participent aux délibérations de la Quatrième Commission et du Comité spécial chaque fois qu'il s'agit de leurs pays respectifs.

17. L'Assemblée générale pourrait même exhorter, une fois de plus, tous les Etats, toutes les institutions spécialisées et autres organismes du système des Nations Unies à donner suite aux diverses demandes qui leur sont adressées par les Nations Unies dans leurs résolutions sur la décolonisation.

18. D'autre part, le Comité spécial recommande qu'en adoptant le programme de travail esquissé dans cette section, l'Assemblée générale prenne les mesures financières nécessaires pour permettre les activités envisagées par le Comité en 1975.

19. Enfin, le Comité exprime l'espoir que le Secrétaire général continuera de lui fournir les installations et le personnel nécessaires à l'accomplissement de sa tâche.

20. M. SALIM (République-Unie de Tanzanie) [Président du Comité spécial chargé d'étudier la

situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux] (*interprétation de l'anglais*) : Puisque le Rapporteur du Comité spécial, notre collègue du Venezuela, vient d'exposer dans ses grandes lignes le travail accompli par le Comité pendant l'année 1974, je voudrais, en ma qualité de président du Comité, me borner à quelques observations sur les principaux événements qui ont eu lieu dans le domaine de la décolonisation au cours de l'année écoulée et parler brièvement de certains des problèmes très graves qu'il nous reste à résoudre.

21. Tous les membres de l'Assemblée conviendront avec moi, je pense, que l'année 1974 restera l'une des dates les plus marquantes de l'histoire de la décolonisation; en effet, la communauté mondiale a vu s'écrouler, fait inévitable et longuement souhaité, un empire colonial vieux de cinq siècles qui dominait, opprimait et exploitait des millions d'Africains sur leur continent. Le renversement, le 25 avril dernier, du régime fasciste de Marcelo Caetano a marqué la fin irrévocable d'un demi-siècle de l'une des pires dictatures que le monde ait jamais connues; c'était la preuve irréfutable de l'échec inévitable de la colonisation portugaise. Depuis bien des années, il était évident pour nous que la dictature de Caetano devait modifier sa politique africaine ou s'écrouler avec elle.

22. Depuis lors, le nouveau Gouvernement portugais a renoncé à la politique colonialiste du régime précédent et s'est engagé à respecter pleinement les dispositions de la Charte et de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux eu égard aux populations des territoires sous administration portugaise. Nous sommes heureux de noter à ce propos que le nouveau gouvernement s'est, en outre, engagé à coopérer étroitement avec les organes compétents des Nations Unies en vue de mettre en œuvre intégralement et rapidement les décisions pertinentes de l'Organisation. C'est seulement grâce à une telle coopération, j'en suis convaincu, que le processus de décolonisation, si heureusement mis en marche par la reconnaissance de l'indépendance de la Guinée-Bissau et l'acceptation de l'indépendance prochaine du Mozambique, pourra aboutir à des résultats fructueux dans le cas de l'Angola, des îles du Cap-Vert et de Sao Tomé-et-Principe.

23. Il est donc d'autant plus encourageant de rappeler la déclaration faite en cette assemblée il y a quelques semaines par le Président de la République du Portugal; il y réaffirmait la volonté résolue de son pays — et je cite le général da Costa Gomes — “d'entamer le processus irréversible et définitif de la décolonisation” [2269^e séance, par. 12]. J'espère sincèrement que l'on ne fera rien, nulle part, qui risque de compromettre ou d'empêcher une solution rapide et satisfaisante susceptible de mener à l'indépendance complète, à bref délai, de ces territoires.

24. Certes, il convient de rendre un hommage mérité à l'armée portugaise et aux autres forces progressistes du Portugal pour le rôle crucial qu'elles ont joué en l'occurrence; mais nous devons tout autant nous rappeler que la cause directe du coup d'Etat a été la guerre d'agression coloniale en Afrique, qui durait depuis plus de 10 ans. Au vrai, nous savons tous que les réformes accomplies par les nouveaux dirigeants du Portugal n'ont été possibles que grâce à la valeur,

à la résolution, à la vaillance et à l'esprit de sacrifice des populations des territoires intéressés, et surtout de leurs mouvements de libération nationale. Il est incontestable que la répression, la violence et le massacre n'auraient jamais réussi à arrêter l'élan invincible de la lutte de libération ni à empêcher les peuples des territoires intéressés à continuer jusqu'au bout leur combat, pour lequel sont morts de grands hommes comme Eduardo Mondlane et Amílcar Cabral et d'innombrables combattants inconnus.

25. N'oublions pas non plus l'œuvre importante accomplie par les organismes compétents des Nations Unies et les organismes associés au système des Nations Unies, qui ont accordé — à des degrés divers, soit — une aide morale et matérielle aux populations de ces territoires et à leurs mouvements de libération nationale pour appuyer leur lutte pour la liberté et l'indépendance, ce qui a permis d'isoler presque totalement le Portugal sur le plan de la diplomatie multinationale. N'oublions pas non plus que ces populations, au seuil d'une ère nouvelle après des années de souffrances et de dévastations, ont plus que jamais besoin d'assistance. Nous espérons fermement qu'en cette période critique de leur développement, les Etats en émergence obtiendront toute l'aide possible pour consolider leur indépendance durement acquise et accélérer leurs programmes de développement. A cet égard, je n'en doute pas, car la preuve en a déjà été faite, le Secrétaire général continuera d'apporter son assistance aux peuples intéressés, à la fois en sa qualité de chef de l'Organisation et de président du Comité administratif chargé de coordonner les activités des diverses institutions.

26. La nouvelle ère de liberté qui se lève sur les territoires sous domination portugaise est en contraste frappant avec la situation qui existe toujours en Rhodésie du Sud et en Namibie. En dépit des condamnations répétées de l'Assemblée et du Conseil de sécurité, le régime illégal de la minorité raciste des colons de Rhodésie du Sud continue sans vergogne à pratiquer la même politique arrogante de racisme et d'oppression qu'il suit depuis qu'il a usurpé le pouvoir en 1965. C'est un triste signe de notre temps qu'il ne soit même plus besoin de rappeler la tragédie qui se déroule en Rhodésie du Sud; en effet, les événements survenus dans ce malheureux territoire durant l'année écoulée ont confirmé une fois de plus, si besoin en était, que le régime raciste minoritaire s'opiniâtre dans son intransigeance et veut empêcher le peuple zimbabwé d'exercer son droit légitime à l'autodétermination et à l'indépendance. Avec l'appui actif de son allié, l'Afrique du Sud, le régime illégal a continué d'opprimer sans pitié la majorité africaine, par une politique méthodique d'intimidation, de bannissement, de kidnapping, d'emprisonnement et d'assassinat dont pâtissent tous ceux qui s'opposent à une discrimination aussi inhumaine que cruelle.

27. Nous sommes conscients également de l'engagement et de la volonté de plus de 5 millions de Zimbabwéens de rejeter le régime fasciste qu'on leur impose et d'obtenir leur liberté et leur indépendance à tout prix et quels que soient les sacrifices qu'il leur faille consentir. Qu'ils se soient engagés sur cette voie n'est plus maintenant une supposition et les succès remportés par les combattants de la liberté, par ceux du Zimbabwe African National Union [ZANU] et du

Zimbabwe African People's Union [ZAPU], commencent à affecter le régime minoritaire illégal. J'ai à peine besoin d'ajouter, cette assemblée ayant reconnu la légitimité de leur lutte pour la liberté et l'indépendance, qu'il appartient à chacun des Membres de notre Organisation de les aider dans leur lutte, surtout en demandant au Royaume-Uni, Puissance administrante, de respecter les obligations que lui impose la Charte en ce qui concerne ce territoire non autonome.

28. A ce propos, ainsi qu'on l'a répété à maintes reprises, toute tentative de parvenir à une solution qui ne serait pas fondée sur le principe de la règle de la majorité serait considérée par le peuple du Zimbabwe comme une nouvelle tentative de légaliser son état présent d'asservissement. Et une telle tentative devrait être — et serait — rejetée par cette organisation de façon catégorique et décisive.

29. La seule solution viable, la seule qui aurait l'appui de la population de ce territoire, serait donc la convocation par la Puissance administrante d'une réunion des véritables dirigeants politiques et représentants du peuple, tout à la fois à l'intérieur et à l'extérieur du territoire, notamment les mouvements de libération nationale du Zimbabwe, et leurs dirigeants, y compris Ndabaningi Sithole et Joshua Nkomo qui languissent encore dans les geôles de M. Smith; c'est au cours d'une telle réunion que pourrait être élaboré un règlement concernant l'avenir du territoire.

30. En même temps, il appartient aussi à chacun des Membres de l'Organisation de s'abstenir de toutes mesures qui pourraient conférer un semblant de légitimité au régime illégal et de s'assurer de façon précise que toute collaboration avec ce régime a pris fin. Nous ne pouvons pas considérer les pays qui transgressent — ou qui permettent à leurs nationaux et aux troupes qui se trouvent sous leur juridiction, de transgresser — les sanctions obligatoires imposées par le Conseil de sécurité, autrement que comme des protecteurs du régime fasciste, qui violent les principes même sur lesquels l'Organisation est fondée.

31. Le fait que la situation en Rhodésie du Sud menace gravement la paix et la sécurité internationale a été maintes fois affirmé par le Conseil de sécurité. Compte tenu de la détérioration sérieuse de la situation dans le territoire, la seule mesure logique qui s'impose à ce stade, de la part de la communauté mondiale, est d'élargir la portée des sanctions et d'y inclure toutes les mesures envisagées à l'Article 41 de la Charte des Nations Unies, ainsi que leur extension à l'allié le plus fidèle du régime, le régime raciste minoritaire de Pretoria.

32. En effet, outre les violations flagrantes de la décision des Nations Unies concernant la Rhodésie du Sud, le régime de l'Afrique du Sud continue d'enfreindre les obligations solennelles qu'il a acceptées conformément à la Charte, en persistant à occuper illégalement le territoire international de la Namibie qui est placé sous la responsabilité directe des Nations Unies et ce en dépit des demandes réitérées du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale d'avoir à s'en retirer.

33. En ayant recours à des mesures aussi cruelles et inhumaines que les arrestations massives, la détention ou les sévices publics, les autorités d'Afrique du Sud ont cherché à détruire toute opposition politique

organisée à leur occupation illégale du territoire. La situation a été encore aggravée par l'extension impitoyable à la Namibie de la politique notoire d'*apartheid* pratiquée par l'Afrique du Sud et par les tentatives criminelles de cette dernière de détruire l'intégrité territoriale de ce territoire en le divisant en ce qu'on désigne sous le terme de "bantoustans".

34. Nous ne pouvons plus tolérer cette situation anachronique. Compte tenu notamment de la responsabilité directe des Nations Unies à l'égard du peuple de Namibie, l'Organisation est dans l'obligation d'exiger le retrait complet, immédiat et inconditionnel de l'Afrique du Sud des territoires que ce pays occupe illégalement, et elle ne peut se contenter de moins. A cette fin, j'aimerais formuler l'espoir qu'au cours de la prochaine série de réunions qui commenceront, je l'espère, cette semaine ou au début de la semaine prochaine, le Conseil de sécurité envisagera de prendre des mesures efficaces, conformément à la Charte pour assurer le respect par l'Afrique du Sud de la résolution 310 (1972), ainsi que des autres résolutions connexes demandant le retrait de ce pays du territoire. Il est évident qu'aucune autre solution de rechange ne sera acceptable pour les masses opprimées de ce territoire.

35. A propos des efforts déployés par la communauté internationale pour aider à l'éradication du colonialisme dans le monde entier, et surtout en Afrique australe, j'aimerais souligner, une fois encore, le besoin pressant d'une assistance gouvernementale et intergouvernementale intensifiée pour appuyer les peuples coloniaux ainsi que leurs mouvements de libération nationaux dans leur lutte pour l'autodétermination et l'indépendance. Outre leurs besoins matériels évidents et urgents, je pense en particulier à la nécessité de prendre les dispositions nécessaires, tant financières que sur le plan de la procédure, afin d'assurer la représentation des territoires coloniaux d'Afrique australe par leurs mouvements de libération nationale intéressés, en tant qu'observateurs, lors des travaux de l'Assemblée générale les concernant ainsi que dans les institutions spécialisées et les autres organismes appartenant à la famille des Nations Unies, de même que lors de conférences des Nations Unies, de séminaires ou d'autres réunions où l'on se préoccupe de leurs pays.

36. Cette recherche de moyens nouveaux en vue d'accroître l'assistance internationale aux peuples des territoires coloniaux en Afrique australe est un domaine auquel le Comité spécial a consacré une attention considérable cette année; et je suis fermement convaincu que la communauté internationale doit poursuivre dans cette voie si elle veut contribuer de façon significative et constructive à la cause de la libération africaine.

37. De même, tout aussi pressante à ce stade de la lutte pour la décolonisation en Afrique australe, est la nécessité de tirer avantage de la situation actuelle positive pour lancer une campagne de publicité intensifiée afin de faire connaître à l'opinion publique les réalités objectives de la situation dans cette région. A ce propos, je désire exprimer mon espoir que le Secrétaire général adoptera d'autres mesures concrètes, avec tous les moyens dont il dispose, pour diffuser le plus largement possible les informations concernant la conspiration du silence qui est encore le

fait de certains milieux, s'agissant de la lutte de libération menée par les peuples coloniaux dans ces régions sous la direction de leurs mouvements de libération.

38. Comme le Secrétaire général l'a dit, à juste titre, dans l'introduction à son rapport sur l'activité de l'Organisation :

“Le changement radical de politique du nouveau Gouvernement portugais à l'égard de ses territoires d'outre-mer laisse entrevoir l'achèvement prochain du processus de décolonisation à l'intérieur du continent africain.” [A/9601/Add.1, sect. IX, p. 7.]

Le processus de décolonisation de ces territoires doit affecter radicalement l'équilibre des forces à l'intérieur et à l'extérieur de cette région. Harmonisons tous nos efforts pour que les événements qui se déroulent dans ces territoires puissent servir de catalyseur et créer l'élan permettant de réaliser les changements si longtemps souhaités au Zimbabwe, en Namibie et en Afrique du Sud elle-même.

39. Toujours dans le contexte africain, j'aimerais prendre acte de deux évolutions précises. Le référendum qui doit avoir lieu ce mois-ci aux Comores est évidemment attendu avec anxiété par le peuple des Comores ainsi que par tous les peuples africains. Nous sommes convaincus que le peuple des Comores choisira de façon décisive l'indépendance comme il l'a en fait déjà manifesté lorsqu'il a porté au pouvoir, de façon écrasante, l'actuel gouvernement lors des élections qui se sont déroulées dans l'île en 1972.

40. J'aimerais saisir cette occasion pour lancer un appel au Gouvernement français afin qu'il fasse en sorte qu'immédiatement après le référendum le mécanisme nécessaire soit créé pour répondre de façon positive au désir du peuple des Comores d'obtenir son indépendance sans délai. Absolument rien ne peut justifier que l'archipel des Comores ne soit pas indépendant l'année prochaine. Nous espérons que, dans l'intérêt du peuple des Comores, comme dans celui de la France, le processus de décolonisation dans ce territoire ne connaîtra pas de délai injustifié.

41. En ce qui concerne les Seychelles, il est encourageant de noter que le peuple de ces îles, représenté par le Gouvernement du Ministre principal, M. James Mancham, et par l'opposition dirigée par le Seychelles People's United Party [SPUP] mène aujourd'hui une action commune ayant pour objectif l'indépendance des îles. A mon avis, cela est un fait extrêmement important qui augure bien de l'avenir du territoire. Au sein de l'Organisation, nous ne pouvons que nous féliciter de la volonté collective du peuple des Seychelles de s'orienter vers la liberté et l'indépendance. J'aimerais notamment rappeler la déclaration faite par le Ministre principal M. James Mancham, devant le Comité spécial, déclaration dans laquelle il a exprimé l'espoir que le territoire accèderait l'année prochaine à l'indépendance. J'espère vivement que le Royaume-Uni, en tant que puissance administrante, adoptera toutes les mesures nécessaires pour favoriser la décolonisation du territoire dans les meilleurs délais.

42. Si j'ai parlé quelque peu longuement de la situation des territoires coloniaux en Afrique australe, c'est parce que le Comité spécial estime qu'il est temps que l'Organisation adopte des mesures décisives et concrètes afin de mettre un terme à la situation intolérable existant dans ces territoires. Il serait cependant

injuste de penser qu'en consacrant beaucoup de temps à l'examen des problèmes urgents et complexes relatifs à l'Afrique australe, le Comité ait quelque peu négligé de prendre en considération la situation régnant dans d'autres territoires coloniaux. En fait, il n'en est rien, et bien que je n'aie pas l'intention d'entrer dans le détail de chaque décision et recommandation adoptées par le Comité à l'égard de territoires particuliers, je pense que certains éléments fondamentaux doivent être mis en évidence.

43. En ce qui concerne ces territoires, dont la plupart sont situés dans les Caraïbes et dans les océans Indien et Pacifique, il est tout à fait évident que quels que soient les problèmes auxquels ils sont confrontés, problèmes inhérents à leur superficie et à leur population limitées, à leurs faibles ressources ou à leur isolement géographique, ces problèmes n'affectent en rien le droit inaliénable de leurs peuples à l'autodétermination, à la liberté et à l'indépendance, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte et de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. A cet égard, il est clair que même si une évolution politique et constitutionnelle encourageante a eu lieu récemment dans la plupart de ces territoires, les dispositions de la Déclaration et les recommandations faites par la suite par l'Assemblée générale et le Comité spécial n'ont pas été pleinement appliquées. Des exceptions marquantes doivent naturellement être signalées, notamment le Papua-Nouvelle-Guinée, sous administration australienne, et Nioué, sous administration néo-zélandaise. Nous sommes très heureux que le peuple de Nioué ait, de par sa propre volonté, exercé son droit à l'autodétermination conformément aux principes contenus dans la Charte et la Déclaration. Nous notons également avec satisfaction que le peuple du Papua-Nouvelle-Guinée est sur le point d'obtenir sa pleine indépendance. Nous sommes convaincus que lors de la prochaine session de l'Assemblée générale, nous saluerons cette nation en tant que membre souverain de l'Organisation.

44. Je suis convaincu que la coopération déployée aux Nations Unies par l'Australie et la Nouvelle-Zélande, en tant que puissances administrantes, a été, à cet égard, parfaitement exemplaire et, en conséquence, a servi de façon extrêmement bénéfique les véritables intérêts des habitants de ces territoires. En reconnaissant la coopération continue des deux gouvernements aussi bien que celle des Etats-Unis, dont la participation à ses travaux a rehaussé davantage encore la capacité du Comité spécial d'aider à accélérer le processus de décolonisation dans les territoires concernés, je voudrais mentionner la décision positive du Gouvernement britannique de participer à nouveau aux travaux incombant au Comité. Il est évident que le Royaume-Uni, en tant que puissance administrante responsable de la grande majorité des territoires encore placés sous régime colonial, peut contribuer de manière efficace aux efforts du Comité et, par conséquent, au bien-être des peuples concernés et à la réalisation de leurs aspirations légitimes.

45. Dans ce contexte, il est regrettable de noter que, malgré les appels réitérés que leur ont adressés l'Assemblée et le Comité spécial, certaines puissances administrantes se montrent encore peu coopératives

en ce qui concerne l'admission de missions de visite des Nations Unies dans les territoires placés sous leur administration. Si la valeur et l'utilité de ces missions de visite restaient encore à démontrer, je n'en avancerais pour preuve que les résultats concrets obtenus cette année encore à la suite de l'envoi par le Comité de missions de visite dans les îles des Cocos (Keeling), sous administration de l'Australie, dans les îles Gilbert et Ellice, sous administration du Royaume-Uni, et à Nioué, sous administration de la Nouvelle-Zélande. Comme indiqué dans leurs rapports pertinents, dont le Comité spécial a été saisi par la suite, ces missions ont fait la preuve, une fois de plus, de ce que les Nations Unies ont souvent affirmé, à savoir qu'elles constituent la méthode la plus efficace permettant de recueillir des informations sur les conditions existant dans les territoires coloniaux et sur les vœux et aspirations de leurs habitants et d'accroître la possibilité d'aider les peuples dans leurs efforts en vue de réaliser les objectifs énoncés dans la Charte et la Déclaration.

46. La mission spéciale à Nioué en est un exemple. Se fondant sur les observations de la mission quant à l'acte d'autodétermination qui a eu lieu dans le territoire, le Comité spécial a constaté que le peuple de Nioué avait librement exprimé sa volonté et avait exercé son droit à l'autodétermination conformément aux principes de la Charte et de la Déclaration [A/9623/Rev.1, chap. XXII]. La semaine dernière, la Quatrième Commission a appuyé unanimement cette volonté. J'espère sincèrement que les puissances administrantes qui, jusqu'à présent, ont refusé d'apporter leur aide au Comité en n'autorisant pas l'accès de ses missions de visite aux territoires placés sous leur administration, réexamineront leur attitude et se joindront aux efforts du Comité pour rechercher les meilleurs voies et moyens afin que soient réalisées pleinement les aspirations des peuples des territoires coloniaux.

47. Comme je l'ai dit au début de ma déclaration, cette année a été incontestablement très importante dans l'histoire de la décolonisation. Après des années de lutte pour mettre fin à une situation qui, à un certain moment, paraissait être sans issue, il semble que les efforts de la communauté internationale pour trouver une solution à ce problème, l'un des plus brûlants de notre temps, commencent à porter leurs fruits. Il faut admettre cependant que notre tâche est loin d'être terminée et que beaucoup reste encore à faire — notamment à l'égard des territoires coloniaux en Afrique australe — pour aider ceux qui sont encore placés sous le joug des régimes coloniaux et étrangers. Cependant, je suis fermement convaincu qu'au moment où nous abordons ce que je crois être une nouvelle phase dans le processus de décolonisation, on peut faire beaucoup pour aider la lutte légitime de ces millions de personnes opprimées. Il est donc très important qu'ici, à l'Organisation, nous accélérions l'élan récemment acquis par le processus de décolonisation; que nous continuions d'exercer la pression faite sur les puissances coloniales et les régimes racistes concernés; et, élément également important, que nous fassions en sorte que les peuples coloniaux reçoivent tout l'appui nécessaire dans leur lutte légitime pour le rétablissement de la dignité humaine et la réalisation de la liberté et de l'indépendance.

48. Comme le Rapporteur du Comité spécial l'a si justement fait ressortir, le Comité a inscrit dans les chapitres pertinents de son rapport un certain nombre de recommandations concrètes dont le but est de contribuer à la réalisation de ces objectifs en ce qui concerne les territoires coloniaux existant encore. Au moment où l'Assemblée entreprend la discussion de cette question importante, je voudrais exprimer l'espoir qu'elle examinera ces recommandations avec la plus vive attention. Je suis convaincu que l'approbation par l'Assemblée générale de ces recommandations et d'autres recommandations tout aussi importantes contribuera de manière positive à permettre à l'Organisation d'agir plus efficacement pour éliminer les derniers vestiges du colonialisme.

49. Je ne peux mettre un point final à ma déclaration sans rendre hommage à l'importante contribution faite par mes collègues du Comité — les Vice-Présidents, M. Mehdi Ehsassi, de l'Iran, M. Duncan Campbell, de l'Australie, et M. Ivan Garvalov, de la Bulgarie ainsi que par l'éminent Rapporteur du Comité, M. Arteaga Acosta, du Venezuela. En tant que président du Comité spécial, ce fut pour moi un insigne honneur et un privilège que de collaborer avec des collègues aussi dévoués et aussi compétents.

50. Cela m'amène à mentionner la contribution particulière faite par le Venezuela aux travaux de notre Comité. Je regrette vivement la décision du Gouvernement de cet état frère de se retirer du Comité. Le Venezuela a été un membre important du Comité depuis sa création. En tant que président du Comité spécial, en tant qu'Africain et représentant de mon pays — la République-Unie de Tanzanie — je puis parler de la contribution inappréciable apportée par le Venezuela dans le processus de décolonisation. Mais, tout en regrettant son départ imminent, je comprends fort bien les raisons motivant sa décision pour permettre à d'autres Etats d'Amérique latine de participer aux travaux du Comité. Je suis certain que son successeur — que, j'en suis convaincu, vous allez nommer, Monsieur le Président, au cours de cette assemblée — se révélera digne des grandes traditions de dévouement et de dynamisme pour la cause de la décolonisation dont nos amis du Venezuela ont fait preuve de façon si généreuse et convaincante pendant leur participation au Comité.

51. M. DE ALMEIDA SANTOS (Portugal) : C'est pour moi un grand honneur de pouvoir m'adresser à cette assemblée afin d'y exposer le déroulement du processus de décolonisation des territoires sous administration portugaise. Je le fais avec une satisfaction d'autant plus grande qu'ont été adoptées ici, en ce qui concerne ces territoires, des résolutions pour l'application desquelles les progressistes portugais, dont j'étais, ont toujours lutté avec courage dans la mesure du possible. Le Mozambique a été, et continue d'être, mon terrain de lutte. J'y mène encore, en ma qualité de responsable du Ministère qui était celui des colonies pour devenir celui de la décolonisation, une lutte contre les difficultés inhérentes à cette décolonisation.

52. En appliquant maintenant ces résolutions prises au nom de la civilisation, des droits de l'homme et de l'histoire, mon gouvernement, répudiant toute la politique d'isolement et de manque de coopération du régime renversé le 25 avril, se fait un devoir de porter à la connaissance de cette assemblée le schéma et le

calendrier, déjà réalisés ou en cours de réalisation, en ce qui concerne la décolonisation de chaque territoire.

53. C'est ce que je viens faire aujourd'hui, conscient de la difficulté qui est la mienne de m'adresser à vous après que le Président de la République portugaise, le général de Costa Gomes, a, de cette même tribune, précisé devant l'Assemblée la position du Portugal d'aujourd'hui.

54. Auparavant, permettez, toutefois, que je me félicite de prendre la parole au cours d'une session présidée par vous. Vous êtes, Monsieur le Président, ministre illustre d'un grand pays après avoir été âpre combattant d'une colonie qui a payé, de la vie et du sacrifice de ses martyrs, le droit d'être indépendant et libre. Je tiens à rendre hommage à l'Algérie, à ce pays qui a donné de telles preuves de solidarité envers mes compatriotes exilés durant la longue nuit du fascisme, à ce pays que les mouvements de libération considèrent à juste titre comme leur seconde patrie. Le nom d'Alger sera toujours lié à la signature des accords qui y furent conclus le 26 août 1974 entre mon pays et les mouvements de libération de Guinée-Bissau et le 26 novembre avec le mouvement de libération de Sao Tomé et Príncipe [voir A/9953], accords consacrant l'indépendance de ces deux pays d'expression portugaise et à la conclusion desquels j'ai personnellement eu l'honneur de participer. Comme l'a si justement fait remarquer ici-même ce combattant de la lutte contre le fascisme qu'est mon ami et collègue, le Ministre des affaires étrangères de mon pays, M. Mario Soares [2239^e séance], vous êtes, Monsieur le Président, mieux que quiconque à même de comprendre l'effort que mon pays entreprend pour récupérer le temps perdu.

55. Qu'il me soit également permis de rappeler le rôle éminent qui a été celui du Secrétaire général, M. Kurt Waldheim, dans la décolonisation en général et dans le cas particulier des territoires sous administration portugaise. Au cours de sa dernière visite au Portugal, nous avons eu l'occasion d'éclaircir certaines idées et même de rectifier certaines lignes d'action. Je lui en suis particulièrement reconnaissant.

56. Le Portugal nouveau a reçu en héritage, non seulement une situation coloniale — en elle-même injuste — mais, qui plus est, une situation coloniale qui, par tous les moyens tentait de survivre en dépit de l'évolution de l'histoire. Si le Portugal avait su suivre, avec une relative clairvoyance, les chemins qui, dès la fin du XIX^e siècle, s'offraient à ses habitants, je suis sûr que notre décolonisation aurait pu se faire il y a longtemps.

57. Mais le malheur a voulu que, sous la férule d'un régime aussi totalitaire que rétrograde, nous ayons, contrairement aux autres, pris le contre-courant de l'histoire, refusant l'autodétermination et prétendant imposer un centralisme assimilateur. Et quand l'Afrique, fort justement, est partie en lutte pour sa liberté, le régime colonialiste a employé les armes pour étouffer ce cri. Ce cri, d'autres ont su le comprendre et, petit à petit, le Portugal s'est trouvé "orgueilleusement seul", grotesquement enfermé dans sa vanité suicide d'être "le scandale du monde". Le Portugal, non, car ni son peuple, ni ses éléments les plus progressistes ne raisonnaient de la sorte. Ceux-ci luttèrent pour que le pays puisse retrouver

sa vocation, sa dignité et ses droits, menant une lutte courageuse au long d'une nuit longue d'un demi-siècle.

58. Mais le régime déchu, en proie à un césarisme qui se voulait providentiel, a sacrifié, sur l'autel d'une prétendue sauvegarde de la civilisation occidentale, le meilleur de notre jeunesse, et de nos ressources humaines et matérielles. A l'aube du 25 avril 1974, nous faisons la guerre sur trois fronts militaires et sur tous les fronts diplomatiques. Une hémorragie démographique nous avait fait perdre 1,5 million de travailleurs.

59. Mais, tout endettés, divisés et meurtris que nous étions, nous avons encore su trouver parmi nous cette poignée de jeunes officiers qui, le 25 avril, nous ont rendu la liberté et, avec le concours de notre peuple, ont su le faire sans haine ni violence.

60. Mais l'héritage était lourd. Il nous fallait faire la paix sans représailles, décoloniser sans heurts des territoires où nous avions semé la graine de la violence, gagner maintes batailles diplomatiques. Et comment convertir une économie colonialiste intégrée en une économie de coexistence dans la liberté et le respect mutuels ? Comment, par surcroît, rendre ses droits à tout un peuple censuré, opprimé, exploité pendant si longtemps ?

61. Ce que je tiens à souligner, en énumérant ces problèmes, c'est que mon pays n'est pas responsable de ce qu'il était obligé d'être avant le 25 avril, et ne l'est pas non plus des limitations qu'après même cette date historique, le lourd héritage reçu lui a imposées. Mais il arrive, qu'à l'intérieur du pays aussi bien qu'à l'étranger, nous ayons à faire face à des critiques formulées par ceux qui jugent les effets en oubliant les causes. En ce qui concerne la décolonisation, une impatience bien compréhensible fait que l'on doute parfois de la sincérité de nos intentions, tandis qu'à l'intérieur du pays la réaction a vite fait de se servir des libertés récemment acquises pour essayer de les détruire.

62. Mais le programme des forces armées assure et garantit clairement le pluralisme démocratique. Déjà, la nouvelle loi électorale a été promulguée et les premières mesures ont été prises pour l'élaboration des cahiers électoraux. Nous serons audacieux sans imprudences, courageux sans fanfaronnades, révolutionnaires sans injustices. Et nous voudrions surtout que notre processus de décolonisation soit compris et jugé par la communauté des nations tel qu'il est, c'est-à-dire aussi déterminé que malléable.

63. C'est ce dont je m'occuperai maintenant, en traçant les coordonnées fondamentales de ce processus et en énumérant ce qui a déjà été fait et ce qui ne l'est pas encore. Ce processus repose sur quatre principes : premièrement, la reconnaissance du droit des peuples à l'autodétermination et à l'indépendance, consacré aujourd'hui par la Constitution de mon pays; deuxièmement, le refus de tout racisme et la défense intransigeante de sociétés non raciales, avec la condamnation conséquente de tous les formes de discrimination politique, en particulier l'*apartheid*; troisièmement, la reconnaissance du rôle historique de l'Organisation des Nations Unies et de la force normative internationale de sa Charte, de ses principes et de ses résolutions; quatrièmement, la reconnaissance de l'impératif

éthique de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

64. C'est sur ces bases que repose le Portugal nouveau, dans la mesure où ces principes s'accordent avec un certain humanisme universaliste propre à son peuple. Car, s'il est loisible d'admettre l'existence d'un peuple particulièrement enclin à l'intégration dans un monde sans frontières géographiques ou humaines, un monde humaniste et universaliste, en somme, ce peuple, c'est bien celui du Portugal. Pardonnez-moi, Monsieur le Président, cette petite note d'orgueil que seuls peuvent expliquer notre sincérité et notre enthousiasme.

65. Il est donc normal que nous relevions, dans notre processus de décolonisation, un aspect auquel nous tenons particulièrement : celui de la parfaite cordialité et celui de la coopération non moins parfaite, malgré l'exiguïté de nos moyens, avec laquelle nous sommes en train de mettre au point, en accord avec les représentants légitimes des territoires encore sous notre administration, les modalités pacifiques de transmission des responsabilités et des pouvoirs. Ce n'est pas par hasard que nous avons pu sortir de trois longues guerres meurtrières en employant, non le langage de la haine, mais celui de l'amitié, de la fraternité, de la coexistence et de la coopération dans la paix. Sur les trois fronts de combats, un cessez-le-feu *de facto* a précédé, spontanément, le cessez-le-feu *de jure*. Et parce que ces guerres opposaient, non des peuples, mais des systèmes, parce qu'en face du peuple africain épris de paix se trouvait le peuple portugais pacifique, cette amitié s'est faite autour de la table de conférences et a scellé les accords signés entre les deux parties.

66. Ceci ne veut pas dire que nous n'ayons pas commis d'erreurs. Jamais, toutefois, en tant que peuple, nous n'avons perdu le sens des responsabilités de nos fautes, et jamais nous n'avons collectivement suivi des principes ou des pratiques réprouvés par la conscience universelle.

67. Le moment est venu, je crois, de faire le bilan de ce qui a été fait et de ce qui reste encore à faire, point par point, c'est-à-dire, territoire par territoire.

68. La Guinée-Bissau est déjà une nouvelle nation de langue portugaise qui a accédé à l'indépendance par la volonté de son peuple, exprimée au cours de 13 années de lutte sans défaillance. Il serait difficile de trouver, dans le cadre de la démocratie traditionnelle, une forme plus éloquente d'expression de la volonté, de l'autodétermination donc, d'un peuple.

69. Les accords d'Alger, que j'ai eu l'honneur d'aider à négocier et auquel mon nom est lié, consacrent non seulement un armistice, mais aussi une alliance. Nous sommes sortis de la guerre, non pas face à face, mais côte à côte. Nous avons promis de coopérer et nous avons coopéré. Des médecins et des professeurs portugais sont déjà partis, sont en train de partir, vers ce nouvel Etat afin d'aider leurs frères guinéens. Dans les domaines les plus variés nous avons maintenu un dialogue de coopération qui a déjà porté ses fruits et continuera de le faire. Pendant la période qui a suivi la trêve des combats, avant la paix *de jure*, les forces armées portugaises et celles du Partido Africano da Independência da Guiné e Cabo Verde [PAIGC] ont travaillé ensemble comme seuls de vrais alliés

sauraient le faire, et ce jusqu'au départ du dernier soldat portugais, sans un seul incident, sans un seul conflit, sans une seule faille dans leur cordialité réciproque.

70. Le Mozambique sera indépendant le 25 juin prochain, aux termes de l'accord de Lusaka du 7 septembre 1974 [A/9769, annexe I], que j'ai eu l'honneur de négocier, que j'ai également signé, et dans lequel sont mis en relief l'amitié, l'identité de buts et le désir de coopération fraternelle entre mon gouvernement et le Frente de Libertação de Moçambique [FRELIMO], entre Portugais et Mozambiquais.

71. Un gouvernement de transition et de coalition, avec un premier ministre et la majorité des ministres nommés par le FRELIMO, détient déjà tous les pouvoirs législatifs et exécutifs relatifs à l'administration du territoire. Le 25 juin 1975, nous céderons au FRELIMO les prérogatives de gouvernement et de souveraineté que nous détenons encore. Sa légitimité pour les recevoir est indiscutable. Ses hommes l'ont conquise, luttant et tombant sur le champ de bataille pendant 13 longues années. Cette lutte, ils n'auraient pas pu la maintenir avec un succès grandissant sans compter sur l'adhésion massive du peuple. Le FRELIMO dispose de dirigeants auxquels ne manquent ni capacités, ni prestige. Le Président M. Samora Machel est un chef respecté par son peuple et par les dirigeants d'Afrique et du monde, et le Premier Ministre, M. Chissano a déjà fait preuve de ses qualités d'homme d'Etat.

72. La coopération entre les forces armées portugaises et les forces armées du FRELIMO pour le maintien de l'ordre et la sauvegarde de la paix se déroule de manière impeccable. Sur le plan économique et financier, le Gouvernement et le Haut Commissaire ont su faire face, avec courage et un véritable esprit d'équipe, aux énormes difficultés rencontrées au départ. Mon pays, dans les limites de ses ressources, a apporté à l'économie débile du Mozambique tout l'appui possible. L'aide financière de mon pays au Mozambique, dans le courant de l'année 1974, se chiffre aux environs de 148 millions de dollars, dont 6 millions de dollars inclus dans le plan de développement et environ 63 millions de dollars de prêts spécifiquement destinés à Cabora Bassa et au plan du Zambèze.

73. Le Mozambique dispose d'énormes richesses potentielles. Il deviendra sous peu — n'en doutons pas — un pays puissant. Il suffit de rappeler ses gisements de houille et de fer déjà prospectés, son potentiel dans le domaine de l'agriculture et de l'élevage, son économie de services rendus au hinterland et, enfin, son avenir dans le domaine de la production énergétique. A cet égard, le complexe de Cabora Bassa, auquel, au début, a été donnée une justification politique discutable et discutée, peut aujourd'hui, face à la crise des carburants, être considéré comme un bienfait. Mais l'économie du Mozambique a souffert de l'usure de la pratique coloniale et, en dernier lieu, de l'effet décourageant de la guerre. La vague de revendications salariales qui suivit le mouvement du 25 avril et, en conséquence, le chômage, la réduction de productivité et l'inflation, auxquels se sont joints le manque de techniciens et la perte de confiance après les incidents de Lourenço Marques, ont accentué

la crise que le gouvernement de transition essaie de vaincre avec courage.

74. Le Mozambique a besoin d'une aide qui dépasse les possibilités financières de mon pays, et il en a besoin en ce moment même. En investissant maintenant, de funestes conséquences futures qui risquent de se multiplier en chaîne pourraient être évitées. Aidé dès maintenant, le Mozambique pourrait sous peu devenir à son tour une source d'aide aux pays du tiers monde et d'ailleurs qui en auraient le plus besoin. Les gestes d'appui ont non seulement leur valeur propre, mais aussi celle de leur opportunité. Ne l'oublions pas.

75. Sao Tomé-et-Principe deviendra une nouvelle nation le 12 juillet 1975, aux termes de l'accord qui vient tout juste d'être signé à Alger. Je suis personnellement intervenu dans la négociation et dans la signature de cet accord. Le mouvement de libération de Sao Tomé et Principe, notre interlocuteur et légitime représentant du peuple des îles, est constitué par des dirigeants capables et bien préparés. Ils administrent déjà le territoire en vertu de leur participation majoritaire dans un gouvernement de transition qui détient les pouvoirs législatifs et exécutifs. Le devoir d'honneur de ce gouvernement est de préparer, obéissant aux principes contenus dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, l'élection d'une assemblée populaire, dotée de pouvoirs souverains et constituants, destinée à élaborer la future constitution du territoire. Dès son élection, le 7 juillet 1975, le Président de la République portugaise transférera à cette assemblée, en la personne de son Président, l'entière souveraineté, qui est entre-temps représentée sur place par un haut commissaire.

76. Les sept mois qui nous séparent de l'indépendance constituent une phase de transition au cours de laquelle les responsabilités de gouvernement seront graduellement remises aux responsables locaux. Ce sera, si on peut s'exprimer ainsi, un stage de gouvernement, un premier contact graduel avec la problématique locale, vue sous l'angle de l'exercice du pouvoir.

77. Economiquement, et malgré ses dimensions géographiques et sa population réduites, Sao Tomé-et-Principe est un pays viable. Dès que la monoculture du cacao sera dépassée, que la forme de distribution et d'exploitation de la terre sera restructurée, que la mer sera explorée et, peut-être, que le tourisme, grâce à l'extrême beauté de ces îles et à la fraîcheur de leurs montagnes, sera développé, nous pourrions peut-être voir naître une sorte de Suisse atlantique, de langue et en partie de culture portugaises.

78. Néanmoins, le nouveau gouvernement doit faire face, avec courage, aux conséquences de revendications salariales, de grèves de zèle et de diminutions de rendement du travail qui ont eu lieu après le 25 avril. En conséquence, la hausse des cours de cacao a été neutralisée par la perte d'une partie de la récolte due à des cessations ou des réductions de travail.

79. En 1974, mon pays a pu encore accorder à Sao Tomé et Principe une aide globale et désintéressée d'environ 5 millions de dollars, dont 2 millions de dollars au titre du plan de développement.

80. Il n'y avait donc pas lieu de nous opposer, après le 25 avril, une lutte civile revendicative réclamant

ce que, dès la première heure de la révolution, nous étions prêts à accorder, c'est-à-dire l'indépendance du territoire.

81. Quoi qu'il en soit, les premiers pas du nouveau gouvernement et, ensuite, ceux du nouveau pays seront hésitants et difficiles. L'un et l'autre auront besoin jusqu'à la restructuration et au rééquilibrage d'aide désintéressée. Sans elle, Sao Tomé-et-Principe pourrait avoir à se plier aux caprices politiques d'un nouveau tuteur, avec toutes les désastreuses conséquences du néocolonialisme.

82. Il me reste à souligner qu'une fois de plus, ce nouvel accord a pu consacrer des affirmations d'amitié et des promesses de coopération dans tous les domaines.

83. La décolonisation de ce grand pays qu'est déjà l'Angola a donné lieu à certaines préoccupations et perplexités. C'est la première fois que nous avons à faire face, au niveau des négociations, à la coexistence de plus d'un mouvement de libération, en l'occurrence à trois : le *Movimento Popular de Libertação de Angola* (MPLA), le *Frente Nacional para a Libertação de Angola* (FNLA) et l'*União Nacional para a Independência Total de Angola* (UNITA). L'inexistence d'un interlocuteur unique nous a donc obligés à dialoguer séparément avec tous, courant ainsi le risque inhérent d'un manque de coordination.

84. Malgré toutes ces difficultés, auxquelles vient s'ajouter la volonté des colons, nous avons réussi à obtenir le cessez-le-feu global, ce qui représente, sans doute, une première victoire pour le processus de décolonisation, victoire dans laquelle les forces armées portugaises ont joué un rôle qui doit être mis en relief. La situation de fait en Angola est aujourd'hui celle de la coexistence pacifique, avec une totale liberté de mouvements et de propagande, des trois mouvements de libération qui ont déjà ouvert des délégations à Luanda. De nouvelles lignes aériennes entre Luanda et Kinshasa et Luanda et Brazzaville assurent le flux normal des voyageurs. Quelques petits incidents, ici ou là, n'ont heureusement pas affecté l'équilibre, qui a pu être préservé.

85. La prochaine étape sera celle de la constitution d'un gouvernement provisoire, composé de techniciens responsables des divers départements ayant à sa tête un haut commissaire nommé par le Président de la République portugaise, et qui sera assisté d'un corps collégial de secrétaires d'Etat sans portefeuille, composé, sur un pied d'égalité, de représentants des trois mouvements de libération. La loi constitutionnelle qui consacre cette forme de représentation et de gouvernement vient, en fait, d'être promulguée.

86. Je dois ajouter que ce nouveau gouvernement disposera, dès le début, de tous les pouvoirs législatifs et exécutifs relatifs au territoire. Ainsi sera mis un terme à la situation de dépendance politique et administrative de Lisbonne, que les secteurs les plus représentatifs de l'Angola dénonçaient depuis si longtemps.

87. Afin de pouvoir rapidement dépasser la phase des initiatives séparées, mon gouvernement a proposé que, sous la présidence du Président de la République lui-même, une réunion se tienne au plus haut niveau, au cours de laquelle, j'en suis certain, la participation en termes égaux des trois mouvements de libération

au sommet sur la direction des destins de l'Angola sera consacrée. Cela justifiera pleinement notre sentiment d'optimisme constructif, car nous croyons fermement aux vertus du dialogue. Des alliances et des tendances seront alors définies, et des programmes de construction pour l'avenir pourront alors être tracés.

88. Mon gouvernement estime que, plus que jamais, il serait en l'occurrence souhaitable que les nouvelles autorités du territoire, qui recevront, le moment venu, tous les pouvoirs de gouvernement, puissent être, en quelque sorte, légitimées par une forme quelconque de consultation populaire, dans le cadre de la nouvelle constitution du pays qui sera, elle-même, l'expression de la volonté de la majorité du peuple angolais.

89. Tel est le schéma qui, après mûre réflexion, nous paraît, compte tenu de l'expérience acquise, être celui qui réunira le plus de chances de succès. Si celles-ci venaient à être compromises, une situation grave pourrait s'ensuivre, qui ne résoudrait rien. L'Angola est un pays vaste et riche, mais, par contre, démographiquement pauvre. Ses 5 millions d'habitants ne seront jamais trop pour développer ses inépuisables ressources naturelles. Malheureusement, cette circonstance a, pendant longtemps, joué dans le sens inverse, transformant la richesse en objets d'ambitions et de convoitises.

90. Je tiens à affirmer ici, de façon nette et sans équivoque, que mon pays ne nourrit aucun dessein politique ou économique en ce qui concerne l'Angola de demain. Nous sommes trop cohérents et ne serions pas assez riches pour alimenter la moindre velléité néo-colonialiste. Tout ce que nous voulons, c'est que l'Angola ne devienne jamais l'enjeu de luttes fratricides et qu'il puisse construire son avenir dans la paix. Nous disposons, à cet effet, de quelques armes : une langue commune, la connaissance du pays, un peu de technique, beaucoup d'humanité. En quittant l'Angola, nous deviendrons son allié naturel.

91. Quant au calendrier des étapes que je viens de décrire, nous avons l'intention de l'établir, compte tenu de toutes les données, au cours de la première "table ronde" avec les représentants de tous les mouvements de libération. Je veux toutefois souligner que mon gouvernement n'a aucune intention dilatoire et qu'au contraire, il désire que l'Angola puisse acquérir, dans le courant de l'année 1975, le statut de nation indépendante et libre.

92. J'en viens à la question du Cap-Vert. Les îles du Cap-Vert sont, et, dans une certaine mesure, ont toujours été, un territoire fort pauvre. Elles étaient inhabitées lorsque nous y sommes arrivés, nous y avons établi des groupes humains qui se sont multipliés et l'archipel a aujourd'hui environ 300 000 habitants, sans compter un nombre presque équivalent de ressortissants dispersés de par le monde. Atteint depuis cinq ans par ce fléau qu'est la sécheresse, il subsiste uniquement grâce à des subsides du Gouvernement de Lisbonne. Dans le courant de cette année, ces subsides, désintéressés et gratuits, ont déjà atteint la somme remarquable de 33 millions de dollars environ. La situation stratégique des îles mise à part — et chacun sait que les conceptions traditionnelles de stratégie sont, elles aussi, en crise — le Cap-Vert ne peut être l'objet de convoitises. La présence portu-

gaïse dans l'archipel s'insérerait difficilement dans le cadre du colonialisme et de tout ce qu'il a de condamnable — exception faite, peut-être, de réflexes locaux de formes ankylosées d'administration et de gouvernement. Il s'ensuit que répéter, une fois de plus, que mon pays n'a pas d'ambitions politiques ou économiques en ce qui concerne ce territoire, serait une affirmation superflue, que la plus élémentaire des cohérences me dispenserait de faire.

93. Il faut, néanmoins, décoloniser les îles du Cap-Vert et construire leur avenir, et le faire en tenant compte de deux impératifs : sauvegarder la subsistance de leur population et respecter la volonté de la majorité de celle-ci. Quant au premier point, je crains que mon pays, ayant à faire face aux problèmes de sa propre restructuration intérieure, ne puisse, en 1975, répéter le sacrifice financier de ces dernières années. Nous accorderons, en tout cas, toute l'aide que nous pourrons. Quant au second point, le PAIGC se trouve implanté dans l'archipel, y concentre maintenant ses efforts sous la forme d'une lutte politique librement consentie et a, en quelque sorte, inscrit à son programme l'union avec la République de Guinée-Bissau.

94. Tout ce que mon gouvernement désire, c'est transférer l'administration et le gouvernement du territoire, soit à une assemblée populaire, élue au suffrage universel et direct, dotée de pouvoirs souverains et constituants et représentant la majorité de la population du territoire, soit aux organes représentatifs issus de la future constitution que cette assemblée élaborera.

95. Nous avons, à cet effet, déjà entamé des conversations avec les représentants accrédités du PAIGC, afin que tout se passe en des termes concertés et dans un dialogue fructueux.

96. Quant au calendrier, mon gouvernement voudrait que la date de l'indépendance du Cap-Vert ne s'éloigne pas trop de celles fixées pour le Mozambique et pour Sao Tomé-et-Principe.

97. Entre-temps, l'archipel sera administré par un haut commissaire, représentant du Président de la République portugaise, assisté par des secrétaires d'Etat chargés des affaires d'un ou de plusieurs départements. Le nouveau statut du territoire a été soumis à l'approbation du Conseil d'Etat, qui devra consacrer ces mesures transitoires, en particulier le transfert aux nouveaux organes locaux de gouvernement de la totalité des pouvoirs législatifs et exécutifs dans le territoire.

98. Mon gouvernement désire — et des démarches ont été faites dans ce sens avec succès — que deux secrétaires d'Etat sur quatre puissent, dès maintenant, être désignés par le PAIGC.

99. Comme je l'ai laissé entrevoir, les problèmes économiques des îles sont plus difficiles à résoudre. Laisse à lui-même et à la seule aide limitée que mon pays pourrait continuer à lui fournir, il est à craindre que l'archipel n'en vienne à constituer une de ces régions de pauvreté qui causent tant de préoccupation à la communauté internationale. Il serait juste d'attirer ici l'attention des responsables du programme d'aide que les Nations Unies ont si heureusement élaboré pour les régions soudanaise et sahélienne, si durement éprouvées par la sécheresse.

100. D'ailleurs, au fur et à mesure que s'opère la décolonisation des territoires encore sous notre administration, la responsabilité du bien-être des populations de ces territoires prend un caractère plus collectif. Et notre pays, en son propre territoire, compte des régions qui attendent depuis longtemps l'heure de leur développement économique et socio-politique.

101. Timor constitue un exemple exceptionnel de présence portugaise librement consentie — il ne saurait en être autrement — pendant près de cinq siècles, aux antipodes de notre position européenne. Et, pour peu orthodoxe que cela puisse paraître à la lumière de la sociologie politique contemporaine, la continuité de cette présence est encore sincèrement souhaitée par beaucoup, par la majorité apparente même.

102. Mon gouvernement place, toutefois, au-dessus de toute autre considération la cohérence avec le processus de décolonisation qu'il a défini et qui impose une forme d'expression de la volonté populaire des habitants des territoires placés sous son administration. Il sera donc procédé, probablement vers le milieu de l'année prochaine, à une autre forme de consultation de la volonté réelle, actuelle et libre du peuple de Timor. Quel qu'en soit le résultat, nous le respecterons scrupuleusement.

103. Nous sommes d'ailleurs conscients de la nécessité de sauvegarder la stabilité de la région géographique dans laquelle Timor se trouve. Semblable en cela à mon pays, aucun des voisins de Timor, en particulier l'Indonésie et l'Australie, ne nourrit à l'égard de la partie portugaise de l'île, la moindre ambition territoriale. Ceci m'a d'ailleurs été affirmé, au cours de mon récent voyage en Orient, par les gouvernements de ces pays.

104. A l'intérieur du territoire, trois courants de pensée s'ébauchent : un qui défend la continuité d'une présence portugaise, une autre qui lutte pour l'intégration dans la République d'Indonésie, et le dernier qui réclame l'indépendance totale et immédiate. On ne peut, toutefois, s'empêcher de constater que Timor est loin de se suffire à elle-même économiquement et financièrement, condition sans laquelle on ne saurait songer à une indépendance réelle. Pendant l'année en cours, mon pays a déjà contribué à la subsistance du territoire pour un montant de près de 12 millions de dollars, tout portant à croire qu'il devra augmenter cette contribution. Je dois dire que, même en reculant dans le temps, je ne vois aucun moment de l'histoire pendant lequel notre présence à Timor nous a apporté plus qu'une satisfaction morale. En ajoutant à cette circonstance l'état de sous-développement du territoire, force est de constater que l'indépendance totale et immédiate est un rêve.

105. Une chose est certaine, si l'on recherche une émancipation politique du territoire qui ne compromettrait pas la stabilité de la région géographique qui est la sienne, il faudra songer à un effort collectif dans le sens de la promotion économique pour que le territoire puisse suffire à ses besoins. Au lieu de simples subsides que la pression due aux circonstances canaliserait vers la consommation, il lui faudra des investissements reproductifs, producteurs de richesses. Ce ne sont pas les occasions de ce faire qui manqueront car, pour ses 600 000 habitants, le territoire n'est pas maigre en ressources. Mais ses

richesses ne peuvent être laissées à la merci de l'érosion des éléments naturels et à la déprédation des hommes. C'est l'homme lui-même qui doit être mis en valeur, ce qui constitue une tâche que mon pays, limité dans ses moyens et par la distance, ne peut entreprendre à lui tout seul.

106. Comme on peut le constater, il ne reste rien à définir dans le processus et dans le calendrier de la décolonisation des territoires sous administration portugaise. Si, ici ou là, une donnée n'est pas précisée ou un strict délai n'est pas fixé, ce n'est qu'en vertu du respect dû à ceux dont nous tenons à connaître l'opinion et à suivre la volonté. Mais nul ne pourra contester que, sept mois à peine après la révolution d'avril — période qui ne fut pas, il s'en faut de loin, une villégiature politique — la mission malgré des difficultés dues à l'incompréhension de certains, de rendre au Portugal sa dignité en respectant les droits des hommes et des peuples, en un mot, de lui rendre le respect de lui-même, a été accomplie.

107. Mon gouvernement estime qu'il n'y a pas lieu de douter de sa bonne foi, et qu'aucune hésitation ne saurait lui être attribuée. Il éprouve donc de la difficulté à comprendre, et surtout à accepter, certaines réserves qui sont encore parfois formulées à son égard. Certains pays, tout en exprimant envers nous une certaine bienveillance dans les rapports *de facto*, attendent une étape plus avancée de notre processus de décolonisation pour établir avec nous des rapports diplomatiques *de jure*.

108. Egalement, la décision — dont nous ne nions pas la justification historique — de refuser à mon pays la collaboration avec les agences spécialisées des Nations Unies, est toujours en vigueur. Nous avons appris avec satisfaction que le Comité spécial a pris l'initiative de recommander l'annulation de cette sanction, qui nous paraît, en effet, ne plus avoir de raison d'être. Nous sommes confiants que l'Assemblée générale donnera son approbation à cette recommandation.

109. Selon une habitude généralisée, l'aide éventuellement accordée aux territoires en voie d'accession à l'indépendance est fournie par l'intermédiaire des mouvements de libération respectifs, ou différée jusqu'à la déclaration de l'indépendance. Il nous semble qu'à partir du moment où des gouvernements de coalition et de transition sont mis en place, cette aide pourrait — et devrait — être fournie par l'intermédiaire de ces gouvernements. Dans ces cas comme dans tous ceux où la marche vers l'indépendance suit irréversiblement son chemin, nous ne voyons pas pourquoi des formes d'aide, établies en accord avec les mouvements de libération et avec mon gouvernement, seraient différées. Qu'il me soit permis de rappeler que mon pays a accordé à ces territoires, dans le courant de 1974, une aide globale désintéressée qui se chiffre à environ 230 millions de dollars. Cette somme peut ne pas impressionner une grande puissance, mais elle représente néanmoins 4 p. 100 de notre produit national brut.

110. Comme je l'ai laissé entendre, le processus de décolonisation en lui-même, par l'équilibre qu'il a défait et le déséquilibre qu'il a créé, ne pouvait s'empêcher d'agir comme un facteur de crise. Si les gouvernements de transition des territoires ne peuvent pas être aidés dès le départ, les crises non seulement

auront tendance à s'aggraver mais encore elles risquent de compromettre la stabilité même du nouveau pouvoir.

111. Permettez-moi de souligner qu'ayant à faire face à une situation héritée, qu'il n'était pas libre de critiquer, mon gouvernement, sur le plan de la responsabilité morale, se trouve dans une situation qui n'est pas tellement différente de celle de n'importe quel autre gouvernement. C'est pourquoi, il aimerait que le processus de décolonisation de ces territoires soit considéré plus qu'il ne l'est actuellement comme étant également du ressort de la communauté des nations. De cette communauté, font déjà partie les peuples et feront bientôt partie les Etats en voie de gestation politique. Mais la décolonisation en elle-même ne saurait apporter immédiatement la richesse. D'autre part, il serait injuste d'exiger de nous, en 1975, un sacrifice financier comparable à celui de 1974, que nous ne saurions d'ailleurs pas en mesure de faire. Nous irons jusqu'où nous pourrons; et là où l'aide pécuniaire devra s'arrêter, les techniciens, les éducateurs et les moyens humains prendront la relève.

112. Tout se déroulera dans l'esprit du Portugal nouveau, du Portugal démocratique et libre que la révolution du 25 avril a rendu aux Portugais. Un Portugal où l'égoïsme, l'intolérance, la discrimination et la violence n'ont pas de place, un pays qui a retrouvé sa vocation universaliste et qui est décidé à renouer avec tous les peuples, et en particulier avec les peuples africains, des rapports fraternels.

113. Voilà l'essentiel de ce que je crois qu'il était utile de dire devant cette assemblée où se retrouvent les hommes et les pays du monde entier et où je suis certain que les mots d'espoir ne sont pas semés en vain.

114. M. RAMPHUL (Maurice) [*interprétation de l'anglais*] : Il est vraiment symbolique du courant irréversible des forces anticolonialistes que la session actuelle de l'Assemblée générale ait, à ce jour, entendu trois hommes d'Etat éminents du nouveau Gouvernement portugais au niveau le plus élevé qui soit, à savoir le Président de la République, le général da Costa Gomes; le Ministre des affaires étrangères, mon ami et camarade, M. Mario Soares; et, aujourd'hui, le Ministre de la coordination interterritoriale, mon ami et camarade, M. de Almeida Santos, dont je salue la présence parmi nous. Ces hommes braves, aux convictions profondes et au dévouement exemplaire, ont démontré à l'envi devant le monde qu'ils se sont donnés à fond à la mise en œuvre totale des objectifs et des buts de cette organisation au regard des territoires coloniaux qui sont encore sous administration portugaise.

115. Présentés au début de notre débat sur la question générale de la décolonisation, les renseignements que vient de nous fournir M. de Almeida Santos sont d'autant plus importants qu'ils ont clairement démontré que le processus de décolonisation lancé par le nouveau Gouvernement portugais et qui a commencé par la reconnaissance officielle de l'indépendance de la République de Guinée-Bissau et par l'établissement d'un gouvernement de transition au Mozambique, a pris maintenant une forme plus nette dans le cas de Sao Tomé-et-Principe et du Cap-Vert, et même en Angola, où la complexité de la situation semblait militer contre une solution rapide. Nous nous félici-

tons sans réserve de ces événements positifs et nous sommes particulièrement heureux de la perspective de voir tous ces territoires entrer enfin un jour dans les rangs de la collectivité mondiale, peut-être même déjà à la prochaine session de cette auguste assemblée. J'aimerais rendre un hommage tout spécial au peuple portugais et à son mouvement des forces armées, aussi bien qu'à d'autres forces progressistes et à des individus, pour avoir consolidé le processus de décolonisation si rapidement depuis le 25 avril de cette année. Nous devons certainement tous reconnaître que jamais dans l'histoire de la décolonisation autant n'avait été fait en si peu de temps et par si peu de gens.

116. Tous ces faits, spectaculaires en eux-mêmes, représentent une révolution. Il est indéniable que certains événements ont une grande signification en ce qui concerne le processus de la décolonisation dans toute l'Afrique, et en particulier dans la partie australe de ce continent. Ainsi que le Secrétaire général l'a déclaré à cette session dans l'introduction à son rapport sur l'activité de l'Organisation :

"Les problèmes de l'Afrique australe étant étroitement liés, l'évolution de la scène politique dans les territoires administrés par le Portugal fait ressortir d'autant plus vivement les questions de la Rhodésie du Sud, de la Namibie et de la politique d'*apartheid*, qui ne sont toujours pas résolues." [A/9601/Add.1, sect. IX, p. 7.]

117. Espérons que les succès spectaculaires remportés par les mouvements de libération nationale des territoires portugais après plus d'une décennie de lutte armée constitueront une source d'inspiration supplémentaire pour les combattants de la liberté du Zimbabwe, de la Namibie et de l'Azanie pour leur émancipation ultime de la domination étrangère et coloniale et pour la restauration de leurs droits de l'homme fondamentaux. Le prix de la lutte pour la libération a été élevé, et les courageux peuples coloniaux ainsi que les vaillants combattants de la liberté en ont été les premiers à en souffrir. Je rappellerai qu'il y a environ deux ans, à peu près à cette époque, feu le secrétaire général du PAIGC, notre frère révérend Amílcar Cabral, a parlé à la Quatrième Commission; et dans le compte rendu analytique on lit :

"... Lorsqu'un compagnon de lutte de M. Cabral succombe aux tortures infligées par la police, lorsqu'il est assassiné en prison, lorsqu'il est brûlé vif ou qu'il tombe sous les mitraillettes des troupes portugaises, quelle est la cause pour laquelle il a donné sa vie ? Il a donné sa vie pour délivrer son peuple du joug colonial et, de ce fait, pour la cause de l'ONU. En luttant et en mourant pour la libération de leur pays, les camarades de M. Cabral donnent leur vie dans le contexte de la légalité internationale, pour l'idéal que l'ONU elle-même a défini dans sa Charte et dans ses résolutions, en particulier la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale¹."

118. Nous avons vu que les idéaux ne meurent pas, que l'oppression ne peut pas entraver la montée des forces de la lutte de libération. Aux Nations Unies, nous reconnaissons depuis longtemps la légitimité de la lutte des peuples du Zimbabwe, de la Namibie et de l'Azanie, avec tous les moyens à leur disposition; et, comme corollaire, nous nous sommes engagés à fournir toute l'assistance morale et matérielle possible

à ces peuples pour qu'ils puissent continuer leur lutte pour la liberté. Ainsi qu'on le sait, leurs besoins sont critiques et urgents. La communauté internationale ne peut se contenter de rester simple spectateur dans le processus de décolonisation. En particulier, il appartient aux organisations du système des Nations Unies d'intensifier leurs efforts pour chercher le moyen le plus pratique et le plus approprié d'aider les peuples intéressés, en prenant pour guide les dernières décisions du Conseil économique et social et du Comité spécial à cet égard.

119. Pour ce qui est des autres mesures à entreprendre par les Nations Unies concernant la situation régnant au Zimbabwe et en Namibie, la position de l'Assemblée a été clairement exprimée dans un certain nombre de résolutions adoptées par elle dans un passé récent, y compris les recommandations adoptées par la Quatrième Commission l'autre jour. Par conséquent, je m'abstiendrai, à ce stade, d'entrer dans le fond du problème. Il suffit de dire que la solution à la situation anormale existant au Zimbabwe ne peut être trouvée qu'à travers une action décisive entreprise par le Gouvernement britannique, en tant que puissance administrante, pour renverser le régime illégal de Salisbury. Ici, aux Nations Unies, nous pourrions certainement contribuer à cet effort en assurant le respect total et la pleine mise en œuvre de toutes les mesures envisagées au titre du Chapitre VII de la Charte. Je n'ai pas besoin d'ajouter qu'à moins de changements spectaculaires intervenant dans un proche avenir, l'extension de ces sanctions à l'Afrique du Sud est, de l'avis de la majorité écrasante de cette assemblée démocratique, une conclusion inévitable.

120. J'examinerai maintenant brièvement certains des problèmes concernant les territoires coloniaux existant encore, où plus de 10 millions de personnes attendent toujours de pouvoir exercer leur droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance. Une lecture des chapitres pertinents du rapport du Comité spécial indique que, dans la majorité de ces territoires, le progrès économique, social et de l'enseignement des habitants est resté, jusqu'à présent bien en deçà des objectifs établis dans les dispositions de la Charte et dans les décisions pertinentes des Nations Unies, à l'exception peut-être du Papua-Nouvelle-Guinée et de Nioué.

121. Il est juste de noter, cependant, les progrès dans le sens de l'indépendance réalisés dans les Seychelles sous administration du Royaume-Uni. Je voudrais exprimer l'espoir sincère qu'au cours des prochains entretiens constitutionnels qui doivent avoir lieu à Londres, en février 1975, avec la participation du parti démocratique social et du Seychelles People's United Party dirigés respectivement par mes frères, le Ministre principal, M. Jaïnes Mancham et M. France René, le cadre d'une rapide indépendance pourra être défini avec succès. Je tiens à souligner une fois encore que la position prise publiquement par le Gouvernement des Seychelles au regard du rétablissement de son intégrité territoriale doit être pleinement respectée et honorée par la Puissance administrante.

122. Je me réfère au paragraphe 19 de l'annexe I du chapitre X du rapport du Comité spécial [A/9623/Rev.1], qui se lit comme suit :

"Selon la déclaration de M. Mancham, en mars 1974, si son parti reste au pouvoir après les élections,

le gouvernement conservera une politique étrangère neutraliste et s'opposera à l'installation de bases étrangères quelles qu'elles soient dans le territoire; il continuera à rechercher l'amitié du Royaume-Uni mais s'efforcera de recouvrer les trois îles qui ont été détachées du territoire pour faire partie du "Territoire britannique de l'océan Indien". Il a aussi exprimé l'espoir que le Royaume-Uni continuerait à accorder le même volume d'assistance au territoire bien que les Seychelles aient également l'intention de faire appel aux Etats-Unis d'Amérique, à des organismes internationaux et à d'autres sources."

123. Un autre élément de satisfaction dans le processus de décolonisation dans les petits territoires est la reprise de la participation du Royaume-Uni aux travaux du Comité spécial. Cette participation de la Puissance administrante aux travaux des Nations Unies dans le domaine de la décolonisation était souhaitée depuis longtemps, car elle constitue un facteur essentiel permettant d'accroître la capacité de la communauté internationale de s'occuper des questions ayant trait à la mise en œuvre des chapitres XI à XIII ainsi que de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. En fait, la participation active dans le passé d'autres puissances administrantes, telles que l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Espagne et les Etats-Unis, a amplement démontré combien leur contribution était indispensable aux travaux des Nations Unies. Avec la coopération utile du Gouvernement britannique, j'espère sincèrement que le rythme de la décolonisation dans les territoires intéressés sera encore accéléré et que le travail connexe du Comité spécial sera ainsi facilité.

124. M. PUNTSAGNOROV (Mongolie) [*interprétation du russe*] : La République populaire de Mongolie se fonde sur la position de principe de sa politique étrangère dont le but est d'aider à la libération nationale et sociale des peuples, s'est toujours prononcée en faveur de l'application totale et immédiate de la Déclaration historique des Nations Unies sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.

125. Nous sommes heureux de constater que l'examen à la présente session de l'Assemblée générale, de la question de l'application de la Déclaration se déroule dans une situation nouvelle caractérisée par les mutations positives intervenues sur le plan international. Ma délégation est particulièrement satisfaite du fait que l'année écoulée, depuis la dernière session de l'Assemblée générale, a été marquée par les résultats concrets obtenus par les peuples d'Afrique dans leur lutte héroïque contre le colonialisme et le racisme. L'effondrement du régime fasciste colonial au Portugal et l'arrivée au pouvoir de forces progressistes nouvelles accélèrent l'élimination des derniers bastions du colonialisme en Afrique. Il est également réjouissant de constater que le nouveau Gouvernement portugais a reconnu la jeune république de Guinée-Bissau et l'admission de cette république aux Nations Unies; qu'un accord a été conclu entre le Portugal et le FRELIMO en vertu duquel, le 25 juin 1975, l'indépendance du Mozambique sera officiellement proclamée; qu'un récent accord est intervenu entre le mouvement de libération nationale de Sao Tomé-et-

Principe et le Gouvernement portugais et que des négociations ont été également entreprises entre le Portugal et les mouvements de libération nationale de l'Angola.

126. Ma délégation voudrait souligner que cette victoire historique est due aux succès remportés tant par les mouvements de libération nationale en Afrique que dans la lutte des forces démocratiques au Portugal contre le régime fasciste. Il faut remarquer que l'un des facteurs importants qui ont assuré le succès du mouvement de libération nationale contre le colonialisme portugais a été l'aide constante apportée à la lutte des pays africains par les Etats de la communauté socialiste et toutes les forces progressistes du monde.

127. Pendant toute la lutte armée des peuples de Guinée-Bissau, de l'Angola et du Mozambique, la Mongolie s'est toujours tenue aux côtés des patriotes africains et leur a accordé une aide morale, politique et, dans la mesure du possible, matérielle. Mon pays a été parmi les premiers Etats qui ont reconnu officiellement la République de Guinée-Bissau.

128. Nous sommes actuellement les témoins de la façon dont les mouvements de libération nationale africains et les forces démocratiques du Portugal essayent de s'acquitter d'une tâche d'une importance exceptionnelle pour mener à bien le processus de décolonisation des anciennes colonies portugaises et surmonter la réaction. Les éclats de provocation des éléments réactionnaires en Angola et au Mozambique montrent que les forces du colonialisme ne déposeront pas les armes sans lutte. A ce propos, la délégation mongole se félicite de la décision du nouveau Gouvernement portugais de garantir l'unité et l'intégrité de tous les anciens territoires coloniaux du Portugal et de résister à toute tentative faite pour violer leur souveraineté. Nous sommes également favorables à ce que l'ONU continue son aide matérielle et sous d'autres formes pour le rétablissement de l'économie, détruite par la guerre, des Républiques de Guinée-Bissau et du Mozambique.

129. Comme l'indiquent les faits que je viens d'évoquer, dans l'atmosphère actuelle de détente internationale, des prémisses favorables sont créées pour que puisse se dérouler une lutte anticoloniale efficace. La détente facilite la lutte des peuples coloniaux et non autonomes pour obtenir leurs droits inaliénables à l'autodétermination et à l'indépendance. A leur tour, les succès remportés dans la lutte pour une complète décolonisation représentent une étape importante sur la voie de l'élimination d'un des plus grands foyers de tension internationale, et par là même exercent une influence favorable sur l'amélioration de l'atmosphère internationale.

130. Les forces colonialistes et réactionnaires, sans tenir compte des indices de l'époque actuelle, essaient de dresser des barrières artificielles sur la voie de la libération totale de l'Afrique, en prenant pour armes les régimes racistes de la République sud-africaine et de la Rhodésie du Sud, où les populations autochtones font l'objet d'une oppression et d'une discrimination inhumaine. A ce propos, ma délégation réaffirme sa vigoureuse condamnation des actes du régime raciste de Rhodésie du Sud destinés à chasser les habitants autochtones du Zimbabwe de leur terre ancestrale et à les réinstaller dans des villages dits forti-

fiés qui, comme chacun le sait, ne sont pas autre chose que des camps de concentration.

131. Nous sommes particulièrement préoccupés, dans les circonstances actuelles, par la situation grave qui règne dans le territoire international de la Namibie. Le régime de Pretoria non seulement continue à occuper la Namibie, mais exporte vers ce territoire le régime inhumain de l'*apartheid* et essaie de diviser le pays en secteurs suivant les caractéristiques ethniques de sa population. Les autorités colonialistes et racistes continuent cette expérience qu'elles ont déjà poursuivie en Afrique du Sud même, et elles créent en Namibie ce qu'il est convenu d'appeler les "bantoustans" ou "foyers nationaux", menaçant par là l'intégrité territoriale du pays.

132. Les régimes racistes des minorités blanches de Pretoria et de Salisbury, craignant la nouvelle situation qui s'est créée en Afrique australe après l'effondrement du colonialisme portugais, font entendre des bruits d'armes et accroissent leur potentiel militaire, créant ainsi une menace pour la paix et la sécurité, ce dont témoignent les données fournies par le Comité spécial.

133. Tout le monde sait que derrière ces régimes racistes et colonialistes se trouvent certaines puissances occidentales et leurs monopoles multinationaux. Un exemple en a été fourni récemment par le veto opposé au Conseil de sécurité par trois grandes puissances occidentales contre la proposition parfaitement justifiée des pays africains d'exclure l'Afrique du Sud des Nations Unies. Ma délégation exprime également son inquiétude du fait que les monopoles occidentaux, violant les décisions des Nations Unies, y compris celles de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, continuent à investir en Afrique australe et renforcent ainsi la position des régimes racistes. D'après les données du Comité spécial, les investissements étrangers dans les pays coloniaux de l'Afrique australe dépassent 10 milliards de dollars. Tout le monde sait que, ce faisant, les monopoles multinationaux ne recherchent que leurs profits égoïstes. Il faut également signaler qu'en pillant ainsi les ressources humaines et naturelles de l'Afrique australe, les monopoles occidentaux jouissent de l'appui le plus large des régimes racistes. A leur tour, les racistes de Pretoria et de Salisbury acquièrent la possibilité de participer aux superbénéfices réalisés dans ces pays par les monopoles étrangers, au détriment des intérêts africains. Ma délégation estime qu'il est important que la communauté internationale exerce une pression accrue sur certaines puissances occidentales et sur leurs monopoles pour qu'ils renoncent à leur coopération avec les racistes et mettent un terme aux livraisons d'armes qu'ils leur font.

134. A ce propos, il faut relever la décision adoptée en juin de cette année par l'Organisation de l'unité africaine, qui a lancé un appel aux Etats membres de cette organisation pour qu'ils élèvent des barrières tarifaires contre les pays qui continuent d'investir en Afrique australe.

135. Ma délégation exprime sa solidarité avec la lutte menée par les peuples du Zimbabwe, de la Namibie et de l'Afrique du Sud contre les forces colonialistes et racistes et pour leur liberté et leur indépendance. Nous nous réjouissons des succès remportés par les patriotes africains, sous la direction de leurs mouve-

ments de libération nationale — la ZAPU et la ZANU au Zimbabwe et la South West Africa People's Organization [SWAPO] en Namibie. A notre avis, les représentants des mouvements de libération apportent une contribution considérable en participant en tant qu'observateurs aux travaux des divers organes de l'ONU, notamment en participant aux travaux de la Quatrième Commission et du Comité spécial.

136. Ma délégation souhaite que l'ONU et ses institutions spécialisées continuent d'accorder une aide matérielle et sous d'autres formes aux mouvements de libération nationale d'Afrique.

137. Nous accordons également beaucoup d'importance à l'application d'autres mesures efficaces conformes aux dispositions de la Charte des Nations Unies, y compris le renforcement des sanctions économiques contre la Rhodésie du Sud et leur extension à l'Afrique du Sud. Ma délégation espère que le Conseil de sécurité prendra des mesures concrètes dans ce sens.

138. De nombreux îles et archipels des Antilles et de l'océan Pacifique, et dans d'autres régions du monde encore, sont toujours sous domination étrangère. Beaucoup d'entre eux, que l'on appelle les "petits territoires" sont utilisés par les puissances coloniales à des fins militaires stratégiques. Les données que l'on trouve dans le rapport du Comité spécial portant la cote A/9623/Rev.1 en sont un éloquent témoignage. A notre avis, des éléments comme la superficie d'un territoire, son isolement géographique, la paucité de ses ressources ne peuvent être considérés comme des obstacles à l'exercice par la population du droit à l'autodétermination et à l'indépendance conformément aux dispositions de la Déclaration.

139. Pour consolider et utiliser au mieux les succès récemment remportés dans le domaine de la décolonisation, il faut que toutes les forces anticoloniales resserrent leurs rangs et fassent des efforts concertés pour faire triompher la cause commune de l'élimination rapide et définitive des derniers vestiges du colonialisme et du racisme. Nous souhaitons une coopération plus étroite entre les Nations Unies et leurs divers organes et des organisations non gouvernementales telles que le Conseil mondial de la paix et l'Organisation de la solidarité des peuples d'Asie et d'Afrique, qui luttent inlassablement contre le colonialisme et le néo-colonialisme et mobilisent l'opinion publique mondiale dans la lutte contre les racistes et les néo-colonialistes.

140. La situation nouvelle créée par les succès des mouvements de libération nationale ouvre de vastes perspectives d'élimination totale des derniers vestiges du colonialisme en Afrique ou ailleurs. Dans ces conditions, les Nations Unies devraient, à notre avis, prendre des mesures fermes pour que le monde soit débarrassé à tout jamais du colonialisme.

141. En 1975, l'ONU va célébrer le trentième anniversaire de sa création. Ce sera également le quinzième anniversaire de l'adoption de la Déclaration historique sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. A l'occasion de ces deux importantes commémorations, nous pensons que de nouvelles

mesures devraient être prises pour accélérer le processus de décolonisation totale.

142. La délégation mongole estime que l'Assemblée générale, en commémorant ces deux importants anniversaires, devrait presser toutes les autorités administrantes de fixer une date limite pour la décolonisation totale de tous les pays encore assujettis et sous leur domination; l'Assemblée devrait insister pour que cette date soit proche.

143. Ma délégation tient à rendre son dû à l'Organisation des Nations Unies pour avoir contribué au processus de décolonisation. L'adoption par l'Assemblée générale de la Déclaration historique et d'autres documents importants a fourni la base juridique nécessaire à l'octroi d'une assistance aux peuples coloniaux dans leur lutte pour la liberté et l'indépendance et à la reconnaissance internationale de la légitimité de cette lutte. Nous félicitons également le Comité spécial des efforts qu'il a consentis pour mettre en œuvre la Déclaration.

144. Pour conclure, ma délégation exprime l'espoir que l'Assemblée générale prendra des mesures constructives pour assurer le triomphe de la juste cause de l'élimination définitive et complète du colonialisme sous toutes ses formes et manifestations; car tel est le but de la Déclaration historique des Nations Unies.

145. Le PRÉSIDENT : Je voudrais informer l'Assemblée générale qu'afin de permettre à la Quatrième Commission de poursuivre ses travaux et de donner aux délégations le temps nécessaire pour procéder à des consultations, l'Assemblée reprendra l'examen du point 23 de l'ordre du jour le 9 décembre. D'autre part, afin de nous permettre d'organiser nos travaux, je voudrais proposer de clore la liste des orateurs le 6 décembre à 17 heures. S'il n'y a pas d'objections, je considérerai que l'Assemblée générale accepte de clore la liste des orateurs qui souhaitent participer au débat sur le point 23 de l'ordre du jour le 6 décembre à 17 heures.

Il en est ainsi décidé.

Appel adressé au Gouvernement éthiopien (fin)*

146. Le PRÉSIDENT : Les membres de l'Assemblée générale se souviendront qu'à la 2301^e séance plénière, tenue le mercredi 27 novembre 1974, le Secrétaire général et moi-même avons été priés d'adresser un appel au Gouvernement éthiopien concernant les événements récents survenus en Ethiopie.

147. A la suite de cette demande, le Secrétaire général et moi-même avons immédiatement envoyé un télégramme au Conseil administratif militaire provisoire en Ethiopie. Le texte de ce télégramme a été diffusé sous forme de communiqué de presse portant les cotes SG/SM.2114 et GA/5161.

148. Je voudrais faire savoir à l'Assemblée qu'en réponse, le général de brigade Teferi Bante, président du Conseil administratif militaire provisoire, a envoyé un télégramme qui paraîtra sous forme de communiqué de presse portant la cote SG/SM/2117. Ce télégramme

* Reprise des débats de la 2301^e séance.

sera à la fois à la disposition de toutes les délégations et de la presse.

NOTE

La séance est levée à 13 h 40.

¹ Pour cette déclaration, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-septième session, Quatrième Commission, 1986^e séance, par. 17.*